

# Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 12 au 18 décembre 2015

**Rappel, la semaine dernière : régionales, COP21, attentats, prime de Noël, RSI**

## Elections régionales : fort

Les réactions sur l'ensemble de la semaine ont confirmé les tendances visibles lundi et mardi.

Les réactions sont moitié moins nombreuses qu'après le premier tour (où le choc FN avait mobilisé). Elles se concentrent sur « *la fausse défaite* » du Front national et les stratégies pour freiner sa progression. On compte 22% de soutiens et 57% de critiques.

Le retrait des listes socialiste et la rhétorique du Premier ministre contre le parti frontiste continuent de faire polémique : **40% des correspondances sont consacrées à la stratégie électorale du PS avant et après le premier tour. L'essentiel de ces messages critiquent une « lutte acharnée contre le Front national » jugée contre-productive car « stigmatisante » et occultant les débats de fonds : le sentiment d'un « vote-contraint » (ou d'un « vote-contre ») n'est pas enthousiasmante.** Par ailleurs, la question de la légalité du Front national est de plus en plus soulevée pour contrer les arguments de « diabolisation » : « *marre d'entendre toujours la même rengaine. S'agit-il d'un parti républicain? Si non, interdisez-le, mais si oui, arrêtez de nous casser les oreilles!* ». Le retrait des listes PS a également été fustigé par les sympathisants socialistes accusant le PR de « *tuer la gauche* » et de renier les principes démocratiques : « *je n'ai jamais voté à droite et je ne voterai jamais à droite* ».

Ceux qui ont suivi la consigne de vote « à contrecœur » espèrent « *que cette mascarade ne se reproduira pas à chaque élection* ». **15% des messages relaient toutefois de sincères remerciements au chef de l'Etat pour « nous avoir évité le pire »** - soit un peu plus qu'en début de semaine.

**L'autre grand axe de réactions, qui concerne un tiers des courriers, lient le vote FN au discrédit de la classe politique en général,** perçue comme incapable de se réformer mais également de redresser le pays : « *vous êtes complètement déconnectés de la réalité des citoyens que vous êtes censés représenter, sincèrement, vous vous attendiez à quoi ?* ». Une refondation de la représentation politique ainsi qu'un renouvellement du personnel politique sont avancés comme les seules solutions durables pour endiguer la hausse du FN : « *il faut une véritable remise en question sur la façon de gouverner et d'agir des élus* ».

**13% des correspondants revendiquent leur abstention ou leur vote blanc et attendent la comptabilisation et la reconnaissance du vote blanc :** « *le vote blanc exprime l'inadéquation entre les attentes et les propositions, c'est un choix donc un vote à part entière !* », « *c'est un total déni d'une partie importante de la population française* », « *quel moyen légal de contestation pour ceux qui veulent autre chose ?* ».

Enfin, 8% sont revenus sur la défaite de M. Bartolone, en particulier sur ses propos relatifs à la race blanche.

## Attentats de Paris : fort mais encore en baisse

Une centaine de nouveaux courriers sont parvenus cette semaine sur les attentats. La part de témoignages de soutien accuse une baisse sensible, atteignant 30% de l'ensemble (50% la semaine dernière).

Un mois après les attentats, **10% des correspondants expriment leur crainte d'une nouvelle attaque terroriste. Les transports en commun concentrent 60% de ces interventions,** dont la plupart en faveur du renforcement de la présence de forces de l'ordre. Les annonces relatives à la sécurité dans les gares créent toutefois certaines réserves, 2 personnes s'opposant au renforcement des droits des agents de sécurité de la SNCF.

Dans un contexte marqué par l'avis du Conseil d'Etat sur la modification de la Constitution, **les opinions concernant le maintien de l'état d'urgence sont très partagées.** La part des critiques connaît toutefois un ralentissement cette semaine (12%). La question de la déchéance de nationalité est abordée par 5% des intervenants dont la majorité est favorable à la mesure. Ils demandent au PR de « *tenir parole* » et de ne pas céder à la « *frilosité politique* ». Une seule personne, dont les enfants sont concernés, estime en cette mesure injuste.

On note **un durcissement des interventions relatives à l'islam :** 8% réfutent l'idée selon laquelle la religion musulmane est une religion de paix : « *croyez-vous qu'au nom de l'impartialité religieuse de l'Etat, l'on puisse vivre en paix avec une croyance prônant la haine, la méfiance et le combat envers des frères et sœurs qui pensent*

*autrement? ». En corollaire, ces correspondants considèrent l'immigration comme le « cheval de Troie » de la conquête islamique de l'Occident.*

**Les messages relayant une hostilité au port du voile et au niqab sont également en hausse, à 10%.** Sous couvert d'un appel au renforcement de la laïcité, ces Français attendent une interdiction du port du voile et du niqab (« *une provocation passive* ») dans les lieux publics. Mal à l'aide, une poignée d'entre eux témoignent de leur ambiguïté entre tolérance et hostilité : *« je me demande si je deviens intolérante, incapable d'accepter des différences »*. Les appels au vivre ensemble restent stables autour de 10%.

Sujet d'actualité, l'interdiction des crèches de Noël dans les mairies a entraîné deux réactions regrettant cette décision qui fait fi de la dimension fraternelle et universelle de ce symbole.

## **COP21 : moyen-fort**

En hausse de 20%, les messages reçus au lendemain des conclusions de la COP21 sont constitués de félicitations adressées au Chef de l'Etat, à M. FABIUS et à la diplomatie française : *« La justice climatique a enfin triomphé sur le doute et le scepticisme de départ grâce à votre engagement et à l'inlassable action de M FABIUS sur les pays du monde entier. Ce 12 décembre 2015 fera date dans l'histoire de notre pays »*.

## **Cumul des fonctions de M. Le Drian et retour de M. Bartolone au perchoir : moyen**

Vécu comme une « *trahison* » des engagements de François Hollande, le maintien de Jean-Yves Le Drian au ministère de la défense suscite l'incompréhension et le désarroi d'une fraction des correspondants : *« encore une promesse non tenue », « cela prouve que votre parole n'a pas de valeur »*. S'il est reconnu comme un bon ministre, sa décision est considérée comme **un nouveau recul de la République exemplaire** ainsi qu'un mauvais signe adressé aux Français tentés par le FN : *« quel est le bénéfice de ce cumul pour le citoyen et pour l'action publique? », « comment expliquer que, non les politiques ne sont pas tous des menteurs, quand le premier d'entre eux ignore les engagements qu'il peut facilement tenir? »*. Beaucoup espèrent que le cumul ne durera pas.

Le retour du président de l'Assemblée nationale à son poste a fait pour sa part moins réagir. Ceux qui le font s'étonnent que sa déconvenue n'engendre pas son départ : *« il s'accroche à son perchoir, c'est ridicule », « comment peut-il rester le 4<sup>e</sup> personnage de l'Etat après cette défaite ? »*. Ajoutant que ce genre de comportement alimente la mauvaise image des hommes politiques dans l'opinion, les sympathisants de gauche se disent « *dépités* » : *« en voyant le comportement de Bartolone je regrette encore plus mes 32 années de vote socialiste »*.

## **Lutte contre le chômage : faible**

Les nouveaux dispositifs en matière de lutte contre le chômage n'ont suscité qu'une poignée de réactions de méfiance : *« La France a besoin de création de valeur et non du subterfuge de formation qui ne créent pas d'emploi. »*.

## **Transparence fiscale des grandes entreprises : faible**

Le rejet de l'amendement de reporting fiscal des grandes entreprises a été critiqué par quelques correspondants peu nombreux : *« vous aviez annoncé que votre ennemi était la finance et, à l'Assemblée nationale, vos députés rejettent un amendement favorisant la transparence fiscale des entreprises françaises. Qu'en pensez-vous ? »*

## **Revalorisation du SMIC : très faible**

L'absence de coup de pouce au SMIC au 1<sup>er</sup> janvier prochain a été qualifiée de « *honteuse* » par trois salariés./.